

Précipitation et Rêve d'Autorité

Après avoir alerté sur le besoin d'anticiper une possible crise autour de ce qu'on appelait encore le coronavirus, le SNCTA a accompagné et soutenu l'organisme de CDG pour protéger les contrôleurs aériens et s'adapter à l'évolution rapide de la situation. Depuis nous travaillons sans relâche pour assouplir les problèmes du quotidien, préparer la reprise du trafic et réfléchir aux nouveaux enjeux post-crise. Mais notre aide, sans laquelle peu aurait été accompli, est maintenant rejetée.

La situation actuelle

Le tour de service du PCA, avec la ségrégation totale des équipes par l'usage des différentes tours de CDG, a été imaginé par le SNCTA. La plupart des mesures sanitaires (rotation des chambres, check-list...) ont été apportées par le SNCTA. Notre investissement, allié à notre capacité à diffuser l'information et obtenir l'adhésion des personnels concernés par les mesures, était sollicité quotidiennement.

Alors que le service exploitation était absent, c'est le travail du SNCTA qui a permis que CDG soit le premier centre à organiser son PCA.

La situation à venir

Dans cette situation en constante évolution, et pour laquelle les prévisions à long terme sont des plus incertaines, nous avons identifié deux problématiques majeures : la formation initiale et le risque sanitaire associé au déconfinement.

Pour la première, le constat est simple : que ce soit en terme de nombre de positions, d'intensité du trafic ou de mesures sanitaires, la reprise de la formation initiale telle que nous la connaissons est actuellement impossible. Cependant, face à des scénarios pessimistes évaluant en mois ou en années, le temps nécessaire au retour au trafic d'avant crise, nous devons trouver une solution pour les stagiaires en formation.

Pour la seconde, l'analyse est pragmatique : face aux incertitudes, il y a deux options. Croiser les doigts et

espérer que tout se passe bien ou prévoir le pire en souhaitant avoir tort, car si c'est le cas, tout n'en est que plus facile. Comme nous sommes contrôleurs aériens, nous avons bien sûr choisi cette seconde approche.

La sub instruction au coeur de la reprise

La crise de l'aérien à laquelle nous sommes confrontés est historique, et avec 200 mouvements par jour, le trafic de CDG n'est qu'une fraction de ce qu'il était. Cependant, il est inenvisageable de différer davantage la formation initiale :

- ☀ le temps nécessaire à la remontée du trafic est inconnu ;
- ☀ l'arrêt de la formation en centre entraîne de facto un arrêt des affectations, une baisse des recrutements ENAC et par ricochet une baisse majeure des effectifs de contrôleurs qualifiés dans quelques années ;
- ☀ pour éviter l'assèchement des centres, les mutations pourraient être suspendues.

C'est toute la machine RH qui serait bloquée, pendant que les agents en formation, sans perspectives, manquent déjà leurs primes et perdent leurs compétences.

Les scénarios de la DSNA sont nombreux, mais la plupart ne prévoient pas de reprise du trafic avant plusieurs mois, voire l'année prochaine.

Face au besoin dès lors impératif de réinventer la formation des contrôleurs aériens à CDG, le bureau de section SNCTA, aidé par le bureau national et ses experts nationaux et à l'ENAC, a ainsi proposé un projet innovant, intégrant les besoins d'Orly.

Présenté au SNA-RP, à la direction d'Orly, à SDRH et MSQS, qui se sont dit vivement intéressés, il est dans les mains de l'organisme depuis plus de 15 jours. Mais localement, aucun travail n'a été lancé.

C'est dommage, car nous partageons les ressources PER avec Athis, et qu'elles seront très sollicitées. On sait désormais que le plan du CRNA est abouti, et que CDG prendra leurs miettes...

Un tour de service très contraint

Alors que la reprise du trafic est encore incertaine et que les impératifs sanitaires restent au cœur des préoccupations, le SNCTA a bien sûr fait des propositions. Elles dépendent en partie des besoins exprimés dans les subdivisions, mais nous avons imaginé des options modulables.

Le service souhaitait pouvoir armer la salle IFR, et nous voulions maintenir le meilleur cloisonnement possible entre les personnels. Là encore, la problématique semblait partagée, puisque le TDS imaginé par l'administration est très similaire au notre. Au bémol près que le service a imaginé une vacation tenue par une combinaison de Chef Approche, de PC hors équipe et de stagiaires.

L'organisme ne sait pas dire quel trafic il y aura cet été, ni quel travail il demandera aux subdivisions, mais il sait dire quel armement il exige et comment exploiter les agents hors salle.

Face à nos remarques sur les risques de contamination croisée, on élude, nous rétorquant « que les personnels hors salle se croiseraient de toute façon dans les couloirs » ! Sans aucune concertation avec ces personnels, sans tenir compte des recommandations nationales, et sans définir les besoins des sub (notamment ceux de l'instruction), l'administration locale avance avec dogmatisme. Elle veut absolument faire une annonce valable pour tout cet été, dès le mois de mai.

Par la proximité des deux projets, nous pensions possible de trouver une solution. Cependant l'organisme, non content d'être inflexible, se montre finalement méprisant.

Cheval de Troie et déni de dialogue

Précipitant le planning à outrance, dans l'espoir de faire ses annonces immédiatement après le CT DGAC sur les PRA et les annonces gouvernementales sur le déconfinement, l'organisme a fait le choix de contourner le dialogue social.

Il envoie les documents au milieu de la nuit pour la réunion du lendemain matin, il sélectionne les représentants du personnel invités. En séance, il adopte une posture agressive et prévient qu'il ne faudra pas l'embêter pour un problème de virgule.

Alors que nos propositions ont permis de gérer la crise de manière jugée exemplaire, et qu'elles sont félicitées par les personnels, l'organisme rêve maintenant de toute puissance, et estime que le retour à la normale serait plus heureux sans dialogue social. Se faisant, il choisit la division et la défiance. Nous ne pouvons que déplorer ce choix délétère qui nous conduit à exposer son indigence.

Peu importe si les décisions nationales ne sont pas toutes rendues, peu importe s'il ne sait pas quand arriveront masques et visières, il y a urgence, et toute question est perçue comme une perte de temps.

Quand on lui demande pourquoi il y a une telle urgence, l'organisme prétend qu'il lui faut répondre au plus vite aux interrogations des représentants PCA !

L'organisme évoque le mois de septembre dans son PRA (une perspective des plus incertaines aujourd'hui), mais il ne daignera pas expliquer comment il peut imaginer changer le nombre d'équipe pour la rentrée, se contentant de dire « qu'il y aura un avant et un après Covid, que ça nous plaise ou non ».

Finalement, avoir prétendu qu'il n'aurait pas le temps de renvoyer le document final pour relecture, il finira par l'envoyer, en retard, et n'accordera que 1h15 aux organisations syndicales pour le vérifier avant son envoi à tous les agents.

Au cas où les choses ne soient pas assez claires, il déclare d'ailleurs préférer discuter avec les représentants équipes, auxquels il n'explique bien sûr pas qu'ils lui servent d'alibi, ni qu'ils ont, sans le savoir, la responsabilité d'approuver ses mesures pour l'ensemble du centre.

La précipitation plutôt que la réflexion

Vous avez tous pu constater les effets de cette marche forcée, suscitant décisions arbitraires, ordres et contre-ordres. Finalement, cela n'apporte aucune réponse, car rien n'est coordonné, et l'agitation succède à l'agitation.

Nous avons maintes fois tendu la main, et signalé à l'encadrement local les erreurs qu'il s'apprêtait à commettre. Mais il s'entête et nous identifie comme source de ses problèmes.

Nous sommes au regret de cette situation, mais notre priorité reste la défense des personnels, de leur santé et de leurs droits, et refuser le dialogue est indigne de l'enjeu.